

Qu'aurait été l'année 2023 sans Emmanuel Macron ?

Posté le : 2 janvier 2024 16:26 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Crise systémique, Attitudes, Réforme

La Ve République a donné au Président de la République des pouvoirs très considérables qui lui permettent de peser sur la réalité vécue par chaque Français. Il est légitime d'analyser comment ces pouvoirs ont impacté la situation française en 2023, l'année qui vient de s'achever, alors que le président actuel, lors de vœux psychédéliques, scénarisés en montrant un homme solaire sur fond crépusculaire, vient d'affirmer que la France avait 7 ans de retard quand il a été élu pour la première fois et qu'elle aura 7 ans d'avance quand il partira. Est-ce que l'année 2023 brille comme la preuve de ce rattrapage puis de cette avancée inouïe ?

La campagne électorale de 2022 ensemencée par près de 80 milliards d'euros d'annonces et de saupoudrage de cadeaux au peuple plus démagogiques les uns que les autres, ayant été escamotée (on dit enjambée, pour bien souligner que notre président a des bottes de sept lieux, et sept années) et débouché sur un succès personnel à la présidence mais un échec rare à l'Assemblée, on savait dès fin 2022 que la situation de 2023 serait assez délicate et politiquement et économiquement avec, en prime, les conséquences de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Contexte international difficile et incertitude du contexte particulier du Président de la République formaient un cocktail peu savoureux.

Étant sorti du premier quinquennat sans bilan et désormais sans majorité au Parlement, Emmanuel Macron a compris qu'il fallait bâtir son avenir et sa communication sur l'action. Il avait osé toucher au tabou de l'ISF, à celui du statut des Cheminots, de la réforme du RSA, la réforme. L'action restait le sésame de son futur rêvé.

Alors il choisit de conclure sur la réforme des retraites. L'ennui et qu'il avait choisi une formule prétentieuse et impraticable. Ce projet s'est effondré en cinq ans. Le génie macronien n'a pas fonctionné. Il lui fallait donc revenir au projet de base : reculer l'âge de la retraite, une formule qu'il avait jugé stupide auparavant et digne des pires ringards. Pendant six mois l'opération tourna au cauchemar avec des grèves partout, des manifestations violentes et pour finir des casseroles à chaque sortie. Avoir utilisé le 49.3 pour imposer aux Français de travailler deux années de plus n'a pas été vécu comme un triomphe démocratique. L'énormité du désordre engendré par son action n'a pas du tout gêné Emmanuel Macron : il valorisait sa détermination à réformer coûte que coûte. Le narcissisme du président s'en trouvait fortement valorisé, c'est tout ce qui comptait.

Du coup, il a fallu payer pour calmer les corporations en révolte. La valse des milliards recommença, avec au bout du chemin plus de 3 000 milliards de dettes et une pression des prélèvements jamais vue, alors que la France était déjà championne du monde dans le domaine. Le fait d'avoir perdu cinq ans sur une idée fausse, n'a pas permis de rattraper nos sept ans de retard sur cette réforme. Cela faisait seulement 30 ans qu'on aurait dû la faire, sur un principe simple : pas de mesure d'âge traumatisante mais l'obligation d'une durée de cotisation avant de toucher une retraite à taux plein et réforme des régimes spéciaux abusifs. L'action forcenée menée sans concertation juste pour prouver que le cadavre macronien bougeait encore a ravagé le pays pendant six mois avec d'immenses dégâts.

La violence, on l'a retrouvée avec les écoterroristes, notamment à Sainte Saulve mais aussi un peu partout. L'écologie n'avait pas été la priorité du président jusque-là. L'Europe lui avait infligé une amende de près d'un milliard par an pour non-respect des engagements pris dans le cadre de l'Union Européenne. Ces amendes n'ont pas fait l'objet de beaucoup de publicité dans les médias. Voir le chantre de la souveraineté européenne se faire sanctionner par l'objet de son idolâtrie était certes comique mais honteux. Depuis sa lâcheté assumée à ND des Landes, les écoterroristes savaient qu'ils n'avaient rien à craindre. Ils s'en sont donné à cœur joie, avec des centaines de « black block » étrangers venant se mêler à la fête sauvage, comme pour les manifs contre la réforme des retraites.

Cet abaissement de l'Etat a été aggravé par les troubles liés à la hausse effarante du coût de l'énergie provoquée par la politique antinucléaire assumée par E. Macron dès son arrivée au pouvoir et son désir d'attendre la fin du système de prix de l'énergie mis en place par l'Union Européenne qui se révélait catastrophique. La France en 2023 sur ces sujets a été plus durement frappée que nécessaire à cause des inepties présidentielles.

Des mesures écolos prises presque en douce dans les années précédentes ont montré toute leur perversité en 2023. Le plan en faveur des champs d'éoliennes a conduit à une totale gabegie soulignée par un rapport sanglant de la cour des comptes. L'ennui c'est que le président Macron a encore voulu accélérer dans ce mécanisme délétère où on ruinait des paysages et la vie de centaines de milliers de gens pour créer des fortunes sans aucun mérite. Des dépenses énormes sans aucun effet positif, et gavant des initiés ! On pouvait envisager d'arrêter cette horreur. Eh bien non ! Merci qui ?

Les lois Wargon, totalement déraisonnables et malthusiennes puisqu'elles interdisent quasiment de construire quoi que ce soit dans les territoires, ont commencé à montrer leurs effets délétères. La réindustrialisation devenait impossible : c'est le triste constat que dû faire Edouard Philippe, le Premier ministre ayant fait passer ses lois, quand redevenu maire du Havre, il voulut créer de nouvelles usines ! Les maires commencèrent donc à se révolter. La dame Wargon ayant été ridiculisée par ses propos à la Marie Chantal sur l'abandon par les « prolbacks » de leur rêve de maison « Sam suffit » on la recasa vite fait dans une sinécure sur un sujet où elle n'avait aucune compétence mais où elle gagnerait des fortunes. La Macronie est un business et une corne d'abondance sur argent public. Demandez à M. Pap Ndiaye !

Les paysans eux, maltraités par les écolos et asphyxiés par les ordonnances européennes commencèrent à ruer sérieusement dans les brancards, pour le gros de la troupe, et à se suicider pour la partie la plus fragile. Emmanuel Macron refuse depuis 6 ans de les défendre. Merci pour eux. La France agricole excédentaire depuis toujours est, grâce à lui, devenue déficitaire. On vit même en 2023 un crétin dans une des dizaines d'agences créées par l'Énarchie compassionnelle et bienveillante pour permettre à des Enarques biens en Cour d'obtenir des rémunérations non encadrées par les règles de la fonction publique, interdire l'emploi d'une molécule qui permettait à la France d'exporter son blé. Pas de molécule, plus d'exportation. Alors que le monde entier l'utilise à cette fin sans conséquences déplorables. L'incapable fut sermonné par son ministre incapable et en trois secondes la mesure fut annulée. Ouf ! Rien d'autre ne changea.

Emmanuel Macron ayant, par démagogie, transféré la taxe d'habitation sur d'autres impositions, pour se glorifier d'avoir « supprimé » le seul impôt qui touchait, très justement, tous les ménages, les municipalités étranglées ont dû réduire leurs dépenses sociales (se souvenir des Gilets jaunes), mais sommés de prendre en charge sans financement associé de multiples contraintes, elles se sont vengées par des hausses fiscales extravagantes sur la taxe foncière, Mme Hidalgo allant jusqu'à une hausse de 62 %. Presque rien ! Des règlements ont interdit aux propriétaires de maisons de vacances de les louer de façon temporaire tout en les assommant par une taxe d'habitation maintenue et aggravée. Salauds de riches ! En même temps les loyers restaient bloqués et on imposait aux

propriétaires des études et des travaux d'isolation d'ampleur délirante. Associées à la hausse des taux bancaires, ces mesures ont fait que le secteur du bâtiment s'est effondré. Moins 25 % sur les demandes de permis alors qu'on permet à 500 000 immigrés de s'installer ! Grandiose. Vive Macron et la cohérence et la continuité de sa haine des propriétaires immobiliers. Mais se loger devient impossible pour le vulgum pecus.

Plus d'industrie, plus d'agriculture, plus d'énergie, plus de logements, ! On rattrape, on rattrape !

Après son immense victoire sur la réforme de la retraite, il fallait à notre héros, retrouver une image. On le vit voyager partout y compris dans des lieux lointains saugrenus, et le service de presse diffusa les scènes de liesse provoquées un peu partout dans le monde étrange qu'il avait choisi de visiter. De retour en France on organisa des scènes de liesse dans des endroits restreints et protégés où on vit un Président adulé caressant la tête d'enfants énamourés près de leur mère enchantée.

Évidemment sur le front diplomatique, géopolitique et militaire, où son rôle de Président est crucial, ce ne fut qu'une longue expérience d'échecs, de rebuffades, de marginalisation. Les Brics lui claquèrent la porte aux nez. Une interview au Monde montra que le penseur cosmopolitaire voulait réformer la Bird et le FMI pour leur permettre d'y prendre le pouvoir. Nuire à la France et à l'Occident semble toujours son urgence prioritaire.

On fut viré d'Afrique ignominieusement. Poutine le traita en garçon de bain. L'Amérique et la Chine le traitèrent en gamin immature. Les Ukrainiens créèrent un vocable, « macroniser », pour exprimer leur dégoût des feintes narcissiques du Sieur. Les Israéliens découvrirent un Président français principalement soucieux de sa « rue arabe » et obligé peu après d'organiser à l'Élysée une cérémonie religieuse juive pour corriger son image abîmée par son refus de participer à une marche contre l'antisémitisme. C'est cela le plus curieux avec ce président : il doit corriger quelque chose à tout bout de champ. Il appelle cela se réinventer. Il a même réinventé la réinvention.

En attendant, les Français écrasés d'impôts, de contraintes bureaucratiques, d'inflation, de désordres, eurent la joie de voir la « rue arabe et africaine » s'en donner à cœur joie en juin 2023 avec à la clef des centaines de policiers blessés, plus d'un milliard d'euros de dégâts, des bâtiments par centaines, abîmés ou incendiés, des pillages et des exactions partout. Ensuite on comptera plus de 50 000 personnes blessées à coups de coûteux dans l'année et une « ratonnade anti française » dans un bal de village. Un meurtre à nouveau d'enseignant. Des milliers de viols et de tournantes. L'installation d'un narco-état, avec des centaines de morts et des points de deals contrôlés par des « check-points Mohamed ». Silence de M. Macron. Tout lien entre immigration et insécurité ne peut être que la marque de l'ultra droite (mot substitué soudain au terme d'extrême droite dont il a juré de nous débarrasser. La promesse porte-elle aussi sur l'ultra droite ?).

Depuis l'affaire de l'Océan Viking et de la disparition dans la nature grâce aux juges et aux législations européennes de tous les « réfugiés », dans les dix jours suivant l'arrivée du facilitateur de traversée, Emmanuel Macron, songeait à une loi minuscule sur l'immigration clandestine, censée contrer le mécontentement populaire. Au passage une loi sur le sujet permettrait de piéger LR au Parlement. Les émeutes musulmanes de juin rendaient l'affaire importante. Le gros malin voulut faire un texte exemplaire du en même temps macronien : des mesurettes pour réduire le temps des recours et une énorme ouverture d'un droit opposable au séjour pour tout clandestin trouvant du travail (même si ce n'était qu'une simple figuration aux Chiffonniers d'Emmaüs déjà devenus une filière de régularisation).

Le manœuvre échoua lamentablement et ce fut le projet LR qui s'imposa ! Échec complet en rase campagne ? Mais non ! Le parlement a voté quelque chose donc je suis encore un président qui compte. Ce n'est pas mon projet ? Je m'en fiche : j'ai les juges avec moi qui vont « détricoter » le texte de tout ce que je ne veux pas. Créer un jouet à casser par le Conseil Constitutionnel : cela,

c'est de la grande politique digne d'un grand président. Et voici que des juges, des présidents d'université, des maires, prétendent ne pas appliquer la loi ! L'anarchie, il n'y a que cela de vrai. L'important c'est de prouver que malgré mon absence de majorité je préside encore un peu.

Cela finira par une interview de deux heures dans une émission lèche-cul symbolique de l'anti-France, sur une chaîne publique, lors de laquelle les Français subjugués apprendront qu'il a tout fait bien et qu'ils vivent au paradis des anges, préambules à son allocution télévisée de vœux totalement lunaire.

On voit ce qu'aurait pu être une année sans Macron.

- Le rétablissement de la sécurité publique et de la République
- Une énergie nucléaire suffisante et peu chère
- Une réforme profonde de l'immigration de masse
- Une action en Europe pour éviter des mesures démentes
- Moins de bureaucratie
- Moins d'antisémitisme
- Moins de violence
- Moins de drogue
- Moins d'atteintes à la langue française
- Moins de pertes en tout genre
- Moins d'atteintes aux institutions
- Moins de stagnation et moins d'inflation
- Moins d'impôts et de dettes.
- Moins de démagogie.
- Moins...

Oui, cela aurait pu être bien mieux sans E. Macron. Attendons l'année 2024. Il nous a annoncé de grandes réformes menées avec détermination et son projet phare : **l'installation de la souveraineté européenne, pleine entière et définitive.**

La fin d'une histoire française millénaire est présentée comme une « année française ». Et on parle de la fin du « en même temps » !

Pour beaucoup de Français qui croient encore à la France, Il est temps de se débarrasser de cette nuisance. Il a gâché l'année 2023, après tant d'autres. Mais là, cela devient beaucoup plus grave. Mettre fin à la souveraineté française alors que le président est le garant de la Constitution, c'est une forfaiture digne que de la Haute Cour.